



A Melun, le 02/10/2019

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU·ES

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 77, CGT FINANCES PUBLIQUES 77, FO DGFIP 77
POUR LE CTL DE LA DDFIP 77 DU 02/10/19

Monsieur Le Président,

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP 77 souhaite apporter en préambule le fait que :

Vous convoquez un CTL un mercredi. Contrainte de calendrier ? C'est certainement la raison qui sera évoquée.

Cependant, nous vous rappelons que certains élu·es sont également à temps partiel, par conséquent, la tenue d'une instance le mercredi n'est pas adaptée.

Poursuivons...

Les agent·es des Finances Publiques sont particulièrement en colère au regard du contexte Général de l'évolution de la DGFIP.

La journée de grève nationale du 16 septembre à l'appel de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, CFDT Finances Publiques et CFTC Finances Publiques a été particulièrement suivie.

36 % de grévistes pour l'ensemble de la DGFIP ! C'est un résultat que nous envient beaucoup de secteurs professionnels.

La mobilisation a été beaucoup plus forte au sein des services où les projets de « géographie revisitée » sont clairement définis.

**Mais partout, le message est donné : les agent·es des finances
publiques ne veulent pas de ce projet !**

Gérald Darmanin a annoncé que la concertation serait un peu plus longue. Personne n'est dupe : son objectif demeure bel et bien d'aller « au bout » de sa réforme. Le mécontentement profond des élu·es locaux·ales face à l'éradication des services publics sur leurs territoires ne serait-il pas lié à cette « rallonge » qui arrive fort opportunément dans la campagne des municipales ?

Pour nous, cela ne fait aucun doute. Cela dit, cette « annonce » traduit également un malaise et un questionnement des pouvoirs publics qu'il faut analyser comme un premier frémissement. On peut ajouter à cela le message sur Ulysse en date du 18 septembre qui informe de la suspension du dispositif des agences comptables.

Au-delà de l'incohérence globale de l'ensemble des projets néfastes pour la Fonction Publique et la DGFIP, la mobilisation forte et continue des agent·es a aussi permis ces reculs.

Parmi les nombreux sujets d'actualité qui fâchent, ceux de la mise en route de la loi de transformation de la Fonction Publique et notamment la révision de l'attribution des compétences des CAP à l'heure où les nouvelles règles de gestion à la DGFIP se généralisent et où les agent·es vont supporter des changements d'affectation subis.

Le Ministre doit comprendre que, ni les citoyen·nes, ni les élu·es locaux·ales et encore moins les agent·es des Finances Publiques ne veulent de sa réforme destructrice pour la DGFIP et le service Public. Il doit sans délai l'annuler, au risque d'une mobilisation amplifiée dans les semaines à venir.

Concernant la DDFIP 77, vous avez pu le constater ce sont presque 40 % des agent·es qui étaient en grève ce lundi 16 septembre, 40 % qui ont clairement montré leur opposition au plan Darmanin. Bien que vous annonciez que seulement 30 % des agent·es sont concerné·es par ce projet, ils ne sont pas dupes.

Ce taux de mobilisation ne veut pas dire que 60 % des agent·es approuvent la réforme. Bien au contraire, nombre d'agent·es soutenant le mouvement n'ont pu participer pour des raisons financières, concours administratif ou pour tout autre raison.

Les agent·es ont bien conscience qu'il·elles sont TOU·TES concerné·es par ce projet de démantèlement de la DGFIP.

Lors de CTL précédents nous vous avons dit que la grogne montait chez les agent·es en Seine-et-Marne, en témoigne la fermeture de 12 sites, ce lundi 16 septembre, soit 2/3 des sites du département.

Les intentions des agent·es sont clairement affichées :

Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence mais également du service public.

Et ils ont raison car aucun service, aucun·e agent·e ne sera épargné·e par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement.

« La capacité de résilience » a ses limites.

Les usager·ères aussi se mobilisent et disent non à la mise en place du « nouveau réseau de proximité » comme en témoignent les pétitions signées par ceux-ci devant les sites en action. Il·elles disent **NON** à toutes les fermetures des trésoreries, des services et des centres des Finances Publiques et exigent le maintien des tous les services de proximité et de pleine compétence avec des agent·es de la DGFIP.

Les élu·es locaux·ales se mobilisent également, les délibérations allant à l'encontre de ce projet arrivent, nous recevons le soutien des élu·es, des président·es d'association. Il·elles souhaitent eux·elles aussi, conserver un service public de proximité, ce qui montre que cette communication mensongère du Ministre, de la Direction Générale et des Directions locales sur « l'accès facilité au service public » ne prend pas. Les élu·es locaux·ales ne veulent pas d'un éclatement du métier de comptable des collectivités locales. Il·elles veulent des comptables qui gèrent les budgets mais se chargent également de les conseiller financièrement car en ayant cette double fonction il·elles sont les mieux placé·es pour le faire. Est-ce que le but final de l'éclatement du métier de comptable n'est pas de proposer très facilement dans un deuxième temps l'externalisation du service de conseiller aux décideurs locaux auprès du privé ?

Nous vous rappelons que nous sommes contre la remise en cause de la séparation ordonnateur-comptable.

Revenons sur la communication !

Cela devrait vous interpeller un peu plus encore, et porter votre réflexion vers l'abandon pur et simple de ce projet. En effet, malgré tous les moyens de communication utilisés par M Darmanin : déclaration dans la presse, lettre aux agent·es ; ceux utilisés par notre DGFIP, M Fournel, qui s'adresse également aux agent·es ; ou bien les vôtres, au travers de vos différentes tournées de sites plus ou moins annoncées, vos rencontres avec les élu·es, eh bien, les différents publics concernés par ces annonces ne se laissent pas endormir par ces discours rassurants, pour entendre dire que tout se passera bien.

Tous et toutes voient le loup qui se cache derrière ces annonces qui est avant tout la réduction du nombre de fonctionnaires, la destruction totale du réseau de la DGFIP, l'externalisation. Nous voyons déjà depuis le vote de la loi de transformation de la fonction publique fleurir sur les sites spécialisés des annonces pour le recrutement de contractuels pour certaines missions, rien ne nous dit qu'à l'avenir au lieu d'embaucher lui-même ces contractuels, l'État ne transférera pas tout simplement ces missions à des entreprises privées.

D'ailleurs la DGFIP va encore subir 4800 suppressions d'emplois d'ici 2022. Des suppressions d'emplois qui affaibliront encore les services et accéléreront la destruction pure et simple de tout le réseau, des missions. Quelle sera la déclinaison en locale ?

**AUCUNE SUPPRESSION D'EMPLOIS
NON AU DÉMEMBRÉMENT DE TOUTE LA DGFIP !**

NOUS EXIGEONS DES MOYENS POUR CONSOLIDER ET DÉVELOPPER L'ENSEMBLE DE NOS MISSIONS !

Vous convoquez un CTL aujourd'hui en mettant à l'ordre du jour : nouveau réseau de proximité-point sur la concertation.

Visiblement vous suivez à la lettre le guide pour la phase de concertation émanant de SPIB-1B vous invitant à convoquer un CTL pour information durant la période de concertation. Mais pour qu'il y ait concertation, encore faut-il qu'il y en ait eu une et pour faire un point sur celle-ci cela laisse entendre qu'entre le 6 juin et le 2 octobre 2019 certaines évolutions ont pu avoir lieu.

Un tableau indique les visites réalisées dès le 24 juin par la Direction afin de rencontrer les agent·es suite à l'annonce du projet Darmanin. 12 visites sont signalées.

N'y aurait-il pas iniquité de traitement ? L'intersyndicale DDFIP 77 dans le cadre contraint des obligations syndicales, vous a informé de la visite de TOUS les sites et ce depuis le mois de juin.

Quant à vos visites, elles ont été réalisées dans la plus grande clandestinité possible aux yeux des organisations syndicales, les agent·es, voire des chef·fes de services étant souvent informé·es au dernier moment.

Si les agent·es du CFP de Provins n'avaient pas envahi le comité technique le 1^{er} juillet, aurions-nous eu l'information de votre déplacement sur ce site, le lendemain ? Ce n'est pas certain.

Et vous parlez de CONCERTATION ? De Dialogue social ?

De quoi avez-vous peur ? D'un accueil glacial des agent·es ? Avez-vous peur que les agent·es vous montrent leurs inquiétudes, leur colère ?

À première vue, d'après les documents de travail très légers, les éléments que vous annoncez aux collègues lors de vos différentes tournées de sites, aucun changement n'est visible, vous restez dans le cadre fixé par ce guide et n'envisagez nullement le retrait de ce plan.

Par contre de notre côté, nous vous l'avons déjà souligné, il y a une évolution, la colère grandissante des agent·es, élu·es, usager·ères.

Revenons 3 mois en arrière, ce sont une 50aine d'agent·es qui sont venu·es à votre rencontre lors du CTL du 1^{er} juillet 2019, outre le fait qu'il·elles ont été déçu·es de ne pas vous avoir en tant qu'interlocuteur, il·elles n'ont pas eu de réponse à leurs questions.

Les agent·es ont exprimé leurs inquiétudes suite à vos annonces concernant la « géographie revisitée » en Seine-et-Marne et exprimé leur souhait d'abandon de ce projet néfaste. De celui-ci, de vos décisions dépend la vie des agent·es d'un point de vue professionnel, personnel et familial. C'est tout un cadre qui est remis en question.

Nous vous rappelons qu'à la question soumise lors de l'observatoire interne de la DGFIP : « Pensez-vous que la DGFIP évolue dans le bon sens ? » 76 % des agent·es sondé·es émettent un avis négatif.

Derrière votre projet ce ne sont pas seulement des chaises que vous allez déménager ou des portes que vous allez fermer, mais il y a aussi de l'humain.

Justement l'humain, il semble que vous ayez omis cette composante dans ce projet. La communication en double discours qui d'un côté discrédite dans les médias le travail des agent·es et donc confirme la nécessité de réformer et de l'autre complimente nos bons résultats auprès des agent·es. Sachant que d'après les derniers sondages les élu·es et les usager·ères sont plus que satisfait·es des services rendus par les agent·es de la DGFIP.

M. Darmanin vante avec un certain enthousiasme les résultats du PAS, en effet il se contente d'un taux de recouvrement à 80 % alors qu'avant la mise en place de cette réforme, le taux de recouvrement était de 98 %. Pour lui : « les 20 % manquant ne sont que de l'écume », Pour nous, le compte n'y est pas.

Cette dualité dans le discours et les méthodes de management brutales sont plus que dangereuses en matière de Risques Psycho-Sociaux, en effet elles ne sont pas sans rappeler des méthodes déjà mise en œuvre dans certaines grandes entreprises et qui ont eu des très lourdes conséquences sur tous les plans pour les salarié·es et qui ont même poussé certain·es d'entre eux·elles au suicide.

Le plan Darmanin et ses méthodes de mise en œuvre constituent une violence psychologique pour les agent·es qui peuvent avoir de très lourdes conséquences.

NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ = PLAN SOCIAL DÉGUISE

Nous vous rappelons que d'après les articles 121-3 du code Pénal et L4121-1 du Code du travail, en qualité d'employeur, la Direction est pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agent·es du département.

Lorsque l'on vous écoute, seulement 30 % des effectifs du département seront impactés, mais vous et nous savons très bien que c'est faux, que l'ensemble des agent·es seront impacté·es, car cette réforme va toucher aussi bien les agent·es des sites absorbés que les agent·es des sites absorbants et à plus long terme, l'ensemble des effectifs de la DGFIP dans l'évolution de leur carrière et leur mobilité.

Il nous est nécessaire de rappeler ce que vous envisagez de faire subir aux agent·es de la DDFIP 77, aux élu·es mais aussi aux usager·ères :

- la fermeture totale de 7 SIE : regroupement des SIE sur 4 sites au lieu de 11 : Meaux, Melun, Roissy et Provins ;
- la fermeture totale de 7 SIP : regroupement des SIP sur 5 sites au lieu de 12 : Meaux, Melun, Noisiel, Lagny et Montereau ;
- la fermeture totale de 11 trésoreries SPL : regroupement des Trésoreries sur 5 sites : Chelles, Coulommiers, Meaux, Fontainebleau et Melun pour créer des SGC ;
- la fusion des services hospitaliers des Trésoreries : les services hospitaliers de Fontainebleau, Provins et Melun fusionnent pour créer une Trésorerie Hospitalière à Melun
- La disparition totale des Centres des Finances Publiques de NEMOURS et de SENART. Ce qui nous semble une aberration : la ville de CHELLES, 2^e plus grande ville de Seine-et-Marne, qui n'aura plus de SIE, de SIP, plus de trésorerie !! Une ville de plus de 54 000 habitants qui aura un SGC et un point de contact !!!
 - 44 613 contribuables reçus au cours de l'année 2018, une augmentation de plus de 25 % par rapport à 2017, et le SIP avec la gestion de 22 communes est menacé de fermeture en 2022 ?
 - Une évolution du nombre de dossiers professionnels de presque 8 % et le SIE est menacé de fermeture en 2022 ?

Vous parlez de la création d'une antenne du SIP à Sénart alors que l'accueil des contribuables est constant et tourne autour de 36 000 personnes à l'année (11,01 % évolution entre 2017 et 2018). Le site, tous ces services et tous les agent·es doivent rester sur place. Aucun déménagement pour Sénart.

Mais faut-il croire à la mise en place de cette antenne lorsque le guide dit de « concertation » précise qu'en aucun cas ne doit être remis en cause l'équilibre du projet en termes de nombre de structures !

Par ailleurs, on s'y perd avec vos antennes pérennes et vos antennes « non pérennes » !

Si nous comprenons bien, les antennes « non pérennes » seront les sites où les agent·es travailleront à distance pour le service absorbant (ou autre structure).

Vous confortez les agents avec le télétravail et/ou le travail à distance.

Cependant, comme l'a dit si justement un agent sur un site que vous avez visité « LE TRAVAIL A DISTANCE, NE SERAIT-CE PAS POUR NOYER LE POISSON » ?

Alors, Monsieur le Directeur, nous vous posons la question : le travail à distance, ne serait-ce pas pour noyer le poisson ?

Ne soyons pas dupes, un engagement d'une antenne pérenne ou d'une antenne « non pérenne » avec des agent·es travaillant à distance sera défait au moment venu.

Des suppressions d'emplois, des départs à la retraite, des mutations, et l'antenne disparaîtra aussi vite qu'elle n'a été créée.

Sachant que, ce que fait un Directeur, un autre peut le défaire ! Le « non pérenne » garde ici tout son sens.

Gardons en mémoire, la fiche n°1 « les mesures d'accompagnement pour les agents » : dans cette fiche, il est noté « l'évolution du réseau, même si elle s'opérera de manière progressive, pourra se traduire pour les agents par des changements professionnels et une mobilité géographique ou fonctionnelle, EN PREMIER LIEU SUR LA BASE DU VOLONTARIAT, que nous souhaitons accompagner au mieux. »

Nous avons lu l'ensemble de la fiche, et nous sommes toujours à la recherche du second lieu. C'est évident, noter, « en second lieu sur la base de la mobilité forcée » aurait pu provoquer un vent de colère, n'est-ce pas ?

ALORS, AUCUNE FERMETURE DE SERVICES, MAINTIEN DE TOUS LES SERVICES, DE TOUTES LES RÉSIDENCES EN SEINE-ET-MARNE.

Non seulement, ce CTL veut faire un point d'étape du projet destructeur de « géographie revisitée » mais il annonce, la disparition du paiement en espèce dans tout le réseau de la DDFIP 77, la DDFIP 77 se portant préfiguratrice de cet autre projet.

Préfiguration que l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP 77, dénonce. Encore une mission sur la sellette !

Quel bel avenir nous préparez-vous ? -Une mobilité subie pour les agent·es.

La priorité sera donnée au numérique sachant qu'un·e usager·ère sur trois maîtrise mal les outils numériques ou n'y a tout simplement pas accès, et que l'illectronisme est un phénomène préoccupant. L'abandon de tout le Sud et l'Est de notre département avec pour seul motif avancé la richesse du tissu fiscal à l'Ouest.

Pour la DDFIP 77, il y a donc deux catégories de contribuables : les plus aisés pouvant bénéficier d'un service public de proximité de pleine compétence avec l'ensemble des services à leur disposition et les autres qui auront les MFS et bénéficieront du service public « low-cost ».

Il y aura donc sur notre département la « classe affaire » et la « classe éco », iniquité de traitement, rien de bien rassurant pour le « vivre-ensemble » !

LA RECONQUÊTE DU TERRITOIRE MISE EN AVANT PAR NOTRE PRÉSIDENT, E. MACRON, C'EST DONC ÇA ? QUELLE CONTRADICTION !

Fermer des services existants de pleine compétence pour les remplacer par des Maisons de Service au Public ou des Maisons France Service ou qui seront ni plus ni moins que du service « low-cost » rendu au public, qui accompagneront les contribuables vers la dématérialisation et serviront d'interface entre l'usager·ère et les centres des finances publiques restants ?

La reconquête du territoire ne serait-elle pas plutôt celle de consolider l'existant et de le développer ?

Et n'est-ce pas scandaleux de lire que la Poste s'engage à créer 250 équipes de facteurs mobiles qui se déplaceront au domicile des usager·ères pour les accompagner dans leurs démarches administratives.

30 millions d'euros seront investis pour assurer les implantations France Service et « la montée en gamme de ces structures postales ». 17 millions seront alloués à la Poste, et 3 millions pour le déploiement du Bus France Service.

Est-cela la reconquête du territoire ? Donner nos missions au plus offrant ? Bientôt, en Seine-et-Marne, verrons-nous le « camping car » itinérant France Service ?

Nous le répétons : ni les MSAP qui deviendront à terme des structures France Service, ni même la Poste, ne remplaceront les services de pleine compétence et de proximité de notre administration.

MAINTIEN DE TOUS NOS SERVICES ET DE TOUTES NOS RÉSIDENCES !

En effet, nous pouvons voir à travers ce projet que certaines choses peuvent paraître contradictoires avec les lignes directrices de la DGFIP qui sont extrêmement claires, et que chacun d'entre nous peut trouver sur Ulysse :

1/ « *Alléger les tâches pour faciliter le travail des agents* » : comment cela peut-il se faire en supprimant autant d'implantations ?

2/ « *Assurer la permanence d'un haut niveau d'expertise et de services* » : comment cela est-il possible en remplaçant des services pleinement compétent par des MFS ?

3/ « *Valoriser nos savoir-faire pour une plus grande valeur ajoutée* » : Comment est-ce possible en ne remplaçant pas les départs à la retraite, en supprimant ainsi cette passation de savoir, et en supprimant des missions ?

4/ « *Porter une attention particulière à chacun tout en veillant au bon fonctionnement collectif* » : Comment cela est-il possible en forçant les agent·es à se déplacer loin de chez eux. Est-ce là ce que vous appelez porter une attention particulière, en contribuant au mal-être de chacun·e ?

Nous voyons bien que ce projet est une pure commande ministérielle qui ne correspond pas du tout à la réalité et aux attentes des agent·es, élu·es et usager·ères.

Mais M. Darmanin devant cette mobilisation qui monte de toute part et toujours aussi proluxe en déclaration, n'a pas hésité à affirmer dans « Var Matin » qu'aucune trésorerie ne fermera en 2020 sans l'accord des élu·es locaux·ales.

Comment comptez-vous décliner cette décision sur notre département étant donné que vous avez tout mis en œuvre pour acter les fermetures des trésoreries de Nangis et de la Ferté Sous Jouarre au 1^{er} janvier 2020 ?

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP 77 a une autre vision de la DGFIP : elle passe par la stabilisation du réseau, par aucune fermeture de services, par aucune suppression d'emplois, et par son renforcement aussi bien sur le plan humain qu'en matière de compétence.

Nous voulons une DGFIP avec de vraies ambitions, une DGFIP de proximité et technique dont les missions sont exercées par des agent·es titulaires de la DGFIP.

3 mois que nous dénonçons et combattons le projet de « géographie revisitée », et nous sommes dans une parodie de concertation qui vise à enfumer les agent·es, les élu·es et les usager·ères.

Alors soyez clair avec les agent·es :

**RETIREZ-VOUS CE PROJET DE DÉMANTÈLEMENT DE LA DGFIP ?
OUI OU NON ?**

Vous le savez : l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP 77 n'accompagnera pas la destruction de la DGFIP, car il en va de l'avenir de nos services, de nos missions, de nos emplois, de nos conditions de travail, de notre vie, du service public et de NOTRE AVENIR

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 et FO DGFIP 77 continue à exiger :

**LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES DE PLEINE COMPÉTENCE SUR
L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT AINSI QUE LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN.**

**Au regard de l'ordre du jour et de l'actualité à la DGFIP,
Les élu·es Solidaires Finances Publiques 77,
CGT Finances Publiques 77, FO DGFIP 77,
ont décidé de ne pas participer à ce CTL.**